

82. enclaves privées

Abus d'enclaves privés et intention de frauder

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Nous avons démontré notre intention de frauder et d'échapper au droit public sous la forme d'une législation à l'appui, telle que la Naval Agency and Dispositions Act de 1864, et nous avons décrit comment les Américains ont été illégalement convertis au statut politique des États-Unis. Citoyens afin d'accélérer une variation du scandale des obligations de fond, mais les Américains n'ont pas été les seules victimes de cet enregistrement de naissance moderne et de ce régime de propriété cautionnée en utilisant des bébés comme les "navires" perdus et leurs domaines comme "cargo".

Voici quelques-unes des lois législatives préméditées délibérées qui mettent en place le même régime de base contre les personnes vivant en Australie et ailleurs dans les pays du Commonwealth:

Loi sur la naturalisation du Commonwealth - 1903

http://www5.austlii.edu.au/au/legis/cth/num_act/na1903111903215/na1903111903215.pdf

Loi sur la marine marchande - 1906

1906 - Loi sur l'assurance maritime - 6 Ed VII

c.41 <https://docs.google.com/document/d/14K5ejGcLv7CnpXLvMgrCOtNg20UVwZFsyOpupnLI/edit>

Loi sur la marine marchande - 1906

Loi sur la notification des naissances - 1907

Loi sur les compagnies d'assurance de 1909

<http://www.irishstatutebook.ie/eli/1909/act/49/enacted/en/print.html>

Section d'assurance automobile modifiée par le Road Traffic Act 1930

Tous les éléments législatifs nécessaires à la mise en œuvre du système de fraude criminelle que nous avons décrit comme une variation du scandale des obligations de fond --- et qui étaient nécessaires pour faire fonctionner ce régime contre le peuple des pays du Commonwealth --- ont été adoptés entre 1903 et 1909.

Nous incluons le Road Traffic Act de 1930 pour démontrer comment, après avoir établi une participation frauduleuse de propriété publique dans le «navire» (bébé) et dans leur «cargo» (leur domaine), les mêmes législatures ont continué à utiliser des processus d'enregistrement non divulgués similaires pour revendiquer un intérêt public inexistant dans les voitures et camions privés - en les caractérisant et en les redéfinissant comme des «véhicules automobiles»".

La conversion illégale d'Australiens, de Canadiens et d'autres personnes et le changement de leur statut politique naturel afin de les mal identifier et de les transporter ainsi que leurs biens dans la juridiction étrangère de la mer ont été accélérés par la Loi sur la naturalisation du Commonwealth et la Loi sur la notification des naissances, tandis que les lois sur la marine marchande et les lois sur les assurances connexes ont mis en place le reste de la fraude constructive.

Tout cela a été clairement prémédité par les différentes législatures concernées et établit une preuve d'intention de frauder et de saisir des biens appartenant à leurs partenaires conventionnels et à leurs contractants.

Nous avons présenté ces informations concernant l'abus d'autres nations pour démontrer l'immensité de la fraude constructive et l'étendue du préjudice créé par les sociétés municipales et d'État pour leur propre enrichissement injuste.

Nous passons à la création et à l'utilisation d'enclaves privées pour servir de bases de pirates intérieurs. Le district de Columbia est un exemple de l'enclave, la municipalité de Washington, DC, en est un autre, et la ville intérieure de Londres en est encore un autre. Ces enclaves sont mises de côté de la propriété des terres et des sols environnants et bénéficient également d'une certaine immunité politique. Ils sont universellement étrangers par rapport au pays hôte environnant.

L'enclave étrangère desservant la Grande-Bretagne, Inc. a été créée en 1765 sur l'île de Man via **Loi d'achat de l'île de Man 1765 - 5 Geo. 3 c. 26**, qui a permis à l'île de Man de servir de paradis fiscal offshore pour Great Britain, Inc., ses filiales et franchises. Porto Rico a servi un objectif similaire pour le gouvernement municipal des États-Unis, et l'île Norfolk a été utilisée par les intérêts du gouvernement territorial exactement de la même manière pour leur occupation non divulguée de Terra Australis.

Ces soi-disant «paradis fiscaux offshore» ont été créés au profit des sous-traitants, employés et agences des sociétés d'État, mais ils ont également été utilisés pour promouvoir des délits tels que l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent, le vol d'identité, la fraude de confiance du public, la traite des êtres humains et beaucoup plus.

La similitude de la configuration mondiale suggère que tout a été accompli soit par une organisation, soit selon un modèle que d'autres "prestataires de services gouvernementaux" ont adopté --- peut-être à la pointe d'une arme à feu.

Les similitudes de la législation de soutien et des éléments organisationnels dans chaque cas suggèrent l'existence d'une conspiration pour frauder le peuple et saper les gouvernements nationaux de chaque pays touché.

Le choix de Porto Rico comme base du paradis fiscal offshore au service de la United States Municipal Corporation, a dû sembler trop beau pour être vrai: Porto Rico fait partie du système du Commonwealth britannique et fonctionne toujours, en partie, en vertu de la loi espagnole de l'Inquisition.

Cela a permis à l'Inquisition d'opérer en Amérique via des agents étrangers non déclarés, seulement ici, des générations d'Américains ont appris à l'appeler Internal Revenue Service ou "IRS", à la place.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

10 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 23:45:15 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:21:08 by Bryan